

Strasbourg, le 30 juillet 2021

**Communiqué de Sciences Po Strasbourg
concernant
la détention arbitraire
de l'experte et chercheuse Tatiana Kouzina
et la répression contre le monde académique et intellectuel au Bélarus**



Tatiana Kouzina. Crédit photo : Alena Lis

Le 28 juin 2021, le chercheuse biélorusse en science politique Tatiana Kouzina a été arrêtée au contrôle des passeports de l'aéroport de Minsk et placée en détention provisoire. Accusée depuis de complot visant à s'emparer du pouvoir et d'appel à des actions visant à porter atteinte à la sécurité nationale, elle encoure une peine pouvant aller jusqu'à 12 ans de prison. De toute évidence, les faits qu'on lui reproche relèvent de sa participation à des discussions d'experts et des activités de recherche. Le 20 juillet 2021, Tatiana a été reconnue prisonnière politique par les ONG biélorusses de défense des droits humains, dont Viasna et le Comité biélorusse d'Helsinki.

Titulaire d'un Master en science politique, Tatiana Kouzina est une chercheuse et experte biélorusse reconnue dans le domaine de la société civile, de la participation civique et de l'administration publique. Elle est enseignante et chercheuse à l'École des jeunes cadres en administration publique ([SYMPA](#)) dont elle est co-fondatrice, et à l'Institut biélorusse pour la réforme et la transformation de l'administration publique ([BIPART](#)).

De 1996 à 2009, elle a travaillé à l'Université européenne des sciences humaines ([EHU](#)) – d'abord à Minsk, puis à Vilnius, en Lituanie. Elle y a enseigné et occupé les postes de vice-doyenne du Département franco-biélorusse des sciences politiques et de responsable du service des relations publiques et internationales.

Relations avec Strasbourg et Sciences Po Strasbourg

Elle a été la principale interlocutrice du consortium inter-IEP organisant, sous l'égide du Ministère des Affaires Etrangères français, des enseignements francophones en science

politique et études européennes à Minsk. Des enseignants de Sciences Po Strasbourg¹ s'y sont rendus pendant plusieurs années, en qualité de professeurs invités pour y assurer des séminaires de cours. En parallèle, des étudiants de Strasbourg ont également passé une année universitaire à l'EHU à Minsk. À la suite de sa fermeture administrative forcée à Minsk en 2004, plusieurs étudiants biélorusses ont poursuivi leurs études en France et en particulier à Sciences Po Strasbourg.

Tatiana Kouzina s'est aussi rendue à plusieurs reprises à Strasbourg en tant qu'experte pour intervenir auprès de différents services du Conseil de l'Europe².

Sciences Po Strasbourg s'associe aux appels pour mettre fin à la répression contre le monde académique et la société civile au Bélarus

Les charges alléguées contre Tatiana Kouzina et motivant sa détention sont sans fondement et purement politiques. Malheureusement elles sont à l'image de la répression brutale lancée par les autorités biélorusses à l'encontre de la communauté de recherche et d'expertise et plus généralement contre la société civile. La grande majorité des militants, des journalistes, des défenseurs des droits humains et des intellectuels critiques à l'égard du pouvoir en place, parmi lesquels Sciences Po Strasbourg s'enorgueillit de compter plusieurs anciens étudiants, sont aujourd'hui poursuivis pour des raisons politiques, se trouvent derrière les barreaux ou ont été obligés de fuir leur pays. Les universitaires qui avaient osé critiquer la répression policière ont été licenciés. À ce jour, on compte plus de 600 prisonniers politiques au Bélarus et la liste ne cesse malheureusement de s'allonger.

La recherche autonome en sciences sociales, l'analyse critique et la discussion libre sont considérées comme des activités subversives et dangereuses par le régime autocratique d'Alexandre Loukachenko. Fidèle aux traditions universitaires, à la défense du débat démocratique et au respect des droits humains, Sciences Po Strasbourg s'associe aux appels pour la libération immédiate de Tatiana Kouzina et des autres prisonniers politiques, ainsi que pour la fin de la répression contre le monde académique et la société civile au Bélarus.

Contacts :

- Jean-Philippe Heurtin, professeur de science politique, directeur de Sciences Po Strasbourg ; jpheurtin@unistra.fr
- Renaud Dorandeu, professeur de science politique à l'Université Paris Dauphine, ancien directeur de Sciences Po Strasbourg ; renaud.dorandeu@dauphine.psl.eu
- Damien Broussolle, MCF en Economie à Sciences Po Strasbourg ; damien.broussolle@unistra.fr
- Yauheni Kryzhanouski, docteur en science politique, chercheur associé au laboratoire SAGE (CNRS-Université de Strasbourg) ; ykryzhanouski@unistra.fr

¹ Renaud Dorandeu, Professeur de Science Politique et directeur de Sciences Po Strasbourg à l'époque, Michael Hartmeier, MCF de Lettres et Civilisations, et Damien Broussolle, MCF d'Economie.

² Rappelons que si 47 pays, dont la Russie et la Turquie, sont membres du Conseil de l'Europe, le Bélarus n'en fait pas partie.